

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42307]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, § 3, alinéa 2, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, alinéa 1^{er}, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 3^o, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

2^o agriculteurs : les agriculteurs au sens de l'article D.3, 4^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

3^o arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

4^o cahier des charges : l'ensemble des exigences et interdictions propres à chaque mesure agro-environnementale et climatique ;

5^o demande d'aide : la demande d'aide visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 16^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

6^o demande de paiement : la demande de paiement visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 17^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

7^o éco-régimes : les éco-régimes prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

8^o engagement : l'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre le cahier des charges d'une mesure agro-environnementale et climatique donnée ;

9^o formulaire de demande unique : le formulaire visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

10^o ligne de base : l'ensemble des exigences pertinentes visées à l'article 70, § 3, a) à c), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

11^o organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

12^o règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

13^o sites Natura 2000 : les sites Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}bis, 18^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

14^o surfaces agricoles : les surfaces agricoles au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 44^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

15^o surfaces de compensation écologique : les surfaces agricoles sur lesquelles est exercée une contrainte spécifique en compensation de laquelle un agriculteur bénéficie d'un soutien financier sur base d'une convention passée avec un tiers privé ;

16^o troupeaux : les troupeaux au sens de l'article 2, § 2, 12^o, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux.

CHAPITRE 2. — *Dispositions générales*

Art. 2. En application de l'article 70 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide est octroyée annuellement aux agriculteurs qui s'engagent à mettre en œuvre le cahier des charges d'une ou de plusieurs mesures agro-environnementales et climatiques sur des surfaces agricoles ou pour des animaux de troupeaux situés sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE 3. — *Engagements**Section 1^{re}. — Mesures agro-environnementales et climatiques*

Art. 3. La mise en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques suivantes fait l'objet d'une aide en vertu du présent arrêté :

- 1° mesure n° 2 « prairies naturelles » ;
- 2° mesure n° 4 « prairies de haute valeur biologique » ;
- 3° mesure n° 5 « tournières enherbées » ;
- 4° mesure n° 7 « parcelles aménagées » ;
- 5° mesure n° 10 « plan d'action agro-environnemental » ;
- 6° mesure n° 11 « races locales menacées » ;
- 7° mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » ;
- 8° mesure n° 13 « autonomie fourragère » ;
- 9° mesure n° 14 « sols ».

La mesure visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, comprend plusieurs sous-mesures établies en fonction de la charge en bétail que l'agriculteur maintient sur son exploitation.

Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, les mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 4° et 5°, sont désignées comme des mesures ciblées.

Art. 4. Le Ministre détermine le contenu des cahiers des charges des mesures agro-environnementales et climatiques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine :

- 1° les types de surfaces agricoles sur lesquelles une mesure déterminée peut être mise en œuvre ;
- 2° la localisation, les dimensions et la composition du couvert des parcelles couvertes par un engagement ;
- 3° les interventions et travaux autorisés ou prescrits sur les parcelles couvertes par un engagement ;
- 4° les modalités de réalisation et les périodes pendant lesquelles des interventions ou des travaux sont autorisés sur les parcelles couvertes par un engagement ;
- 5° les exigences relatives à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques ou de fertilisants et à l'administration d'aliments pour animaux ;
- 6° l'accès des parcelles couvertes par un engagement à des véhicules motorisés ;
- 7° les charges en bétail minimales et maximales en ce qui concerne les sous-mesures de la mesure n° 13 « autonomie fourragère » ;
- 8° la liste des races locales menacées, les critères d'admissibilité des animaux, et leurs modalités d'enregistrement, en ce qui concerne la mesure n° 11 « races locales menacées » ;
- 9° la composition du plan d'action pour la mesure n° 10 « plan d'action environnemental » ainsi que les modalités d'évaluation de sa mise en œuvre eu égard aux objectifs initialement fixés ;
- 10° en ce qui concerne la mesure n° 14 « sols », les conditions d'accès à l'aide, les modalités de réalisation des bilans relatifs à la composition du sol, ainsi que les critères de désignations des laboratoires en charge de ceux-ci.

Section 2. — Avis d'expert

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 70, § 9, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, préalablement à la mise en œuvre des mesures ciblées, l'agriculteur sollicite un avis auprès d'un expert désigné sur base des critères et de la procédure déterminés par le Ministre.

L'expert rend son avis au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la demande d'aide.

L'agriculteur respecte le contenu de l'avis d'expert durant toute la durée de l'engagement.

§ 2. L'expert peut modifier son avis en cours d'engagement par une décision dûment motivée, compte tenu de l'évolution de la surface agricole d'un point de vue agro-environnemental et climatique.

L'expert notifie sans délai la modification de son avis à l'agriculteur et à l'organisme payeur.

Si l'agriculteur accepte la modification de l'avis, il s'y conforme à partir de la date de réception de la notification. Si l'agriculteur refuse la modification de l'avis, l'expert retire son avis conformément au paragraphe 3.

§ 3. L'expert peut retirer son avis en cours d'engagement par une décision dûment motivée, compte tenu de l'évolution négative de la surface agricole d'un point de vue agro-environnemental et climatique.

L'expert notifie sans délai le retrait de son avis à l'agriculteur et à l'organisme payeur.

Lorsque l'expert retire son avis en cours d'engagement, ce dernier prend fin. Aucune aide n'est octroyée à l'agriculteur pour l'année au cours de laquelle l'avis est retiré.

Si le retrait de l'avis est motivé par un manquement imputable à l'agriculteur, l'organisme payeur applique des réductions d'aides eu égard à la gravité, la persistance et l'étendue du manquement.

§ 4. L'agriculteur peut introduire un recours auprès de l'organisme payeur contre les décisions relatives à un avis d'expert conformément aux articles D.17, D.18 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture. Le recours est introduit dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la décision.

Section 3. — Respect des exigences

Art. 6. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une aide en vertu du présent arrêté, l'agriculteur respecte, pour chaque mesure agro-environnementale et climatique à laquelle il souscrit, les exigences pertinentes de la ligne de base, le contenu du cahier des charges de la mesure concernée et, le cas échéant, les prescriptions de l'avis d'expert.

§ 2. L'agriculteur tient un registre d'exploitation complété conformément à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 et démontrant le respect des exigences et prescriptions visées au paragraphe 1^{er}.

Le Ministre peut déterminer la liste des éléments probants nécessaires aux contrôles des exigences et prescriptions visées au paragraphe 1^{er} et devant être portés au registre d'exploitation.

Section 4. — Durée de l'engagement

Art. 7. L'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre le cahier des charges d'une mesure agro-environnementale et climatique court sur une période de cinq années prenant court le 1^{er} janvier de l'année d'introduction de la demande d'aide.

Si l'agriculteur souhaite renouveler son engagement à l'issue d'une première période de cinq années, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les formes et les modalités prévues à l'article 17. L'engagement renouvelé court sur une période de cinq années.

Section 5. — Portée de l'engagement

Art. 8. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu de considérer la mise en œuvre par un agriculteur de chaque mesure agro-environnementale et climatique ou, dans l'hypothèse de la mesure n° 13 « autonomie fourragère », de chaque sous-mesure, comme un engagement distinct.

Art. 9. Sans préjudice des articles 20 ou 22, durant toute sa durée, l'engagement couvre une superficie de surfaces agricoles ou un nombre d'animaux identique à celui désigné par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre d'un engagement à mettre en œuvre la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », la superficie déclarée chaque année peut varier de 20 % par rapport à celle désignée dans la demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Art. 10. Sans préjudice des articles 20 ou 22, durant toute sa durée, l'engagement porte sur les parcelles désignées par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un engagement à mettre en œuvre la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », peut porter chaque année sur des parcelles différentes.

En ce qui concerne la mesure n° 11 « races locales menacée », l'engagement peut porter chaque année sur des animaux différents.

Art. 11. § 1^{er}. L'aide aux mesures n° 5 « tournières enherbées » et n° 7 « parcelles aménagées » n'est pas octroyée pour les parcelles de terre arable qui ont été converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande d'aide ou, en cas d'extension de l'engagement opérée conformément à l'article 22, de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 28, § 1^{er}, l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023, pour la méthode n° 5 « tournières enherbées », la méthode n° 7 « parcelles aménagées » et la méthode n° 8 « bandes aménagées » prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, s'ils font l'objet d'une demande d'extension à partir du 1^{er} janvier 2023 et uniquement pour les parcelles faisant l'objet de la demande d'extension.

§ 2. L'aide aux mesures n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » et n° 14 « sols » n'est pas octroyée pour les parcelles de terres arables converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande de paiement.

§ 3. Le Ministre peut déterminer d'autres types de surfaces pour lesquelles l'aide pour une mesure agro-environnementale et climatique donnée n'est pas octroyée ou est réduite.

CHAPITRE 4. — Montant de l'aide

Art. 12. Le Ministre détermine le montant ou les méthodes de calcul de l'aide correspondant à chaque mesure agro-environnementale et climatique.

CHAPITRE 5. — Cumuls

Art. 13. Sur une même parcelle, les cumuls suivants sont interdits :

1° le cumul d'engagements pour les mesures n° 2 « prairies naturelles » et n° 4 « prairies de haute valeur biologique » ;

2° le cumul d'engagements pour les mesures n° 5 « tournières enherbées », n° 7 « parcelles aménagées » et n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » ;

3° le cumul d'engagements pour des sous-mesures de la mesure n° 13 « autonomie fourragère ».

Art. 14. La superficie cumulée des terres arables d'une exploitation engagées dans les mesures n° 5 « tournières enherbées », n° 7 « parcelles aménagées » et n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » n'excède pas 25 % de la superficie totale de terres arables de l'exploitation telle que déterminée par l'organisme payeur dans la demande unique introduite par l'agriculteur pour l'année d'introduction de la première demande de paiement des aides concernées ou pour l'année d'introduction de toute nouvelle demande d'engagement ou de toute demande d'extension d'engagement pour les mesures concernées.

Art. 15. Le cumul de deux engagements concernant une même mesure agro-environnementale et climatique ou une même sous-mesure est interdit.

Art. 16. Aucune aide n'est octroyée en vertu du présent arrêté pour les surfaces de compensation écologique.

CHAPITRE 6. — *Demande d'aide et demande de paiement*

Art. 17. § 1^{er}. La demande d'aide et les demandes annuelles de paiement sont introduites via le formulaire de demande unique prévu aux articles 3, 4 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

La demande d'aide est recevable lorsqu'elle satisfait aux exigences prévues par l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Sous peine d'irrecevabilité, lorsqu'un agriculteur s'engage à mettre en œuvre une mesure ciblée, il joint à sa demande d'aide l'avis d'expert obtenu conformément à l'article 5.

§ 2. La modification de la demande d'aide ou de paiement est réalisée conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 7. — *Calcul de l'aide*

Art. 18. § 1^{er}. Le montant de l'aide octroyée à un agriculteur en vertu du présent arrêté est calculé sur base de la superficie de surfaces agricoles ou le nombre d'animaux déclarés par l'agriculteur dans la demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement et déterminés par l'organisme payeur.

Le Ministre détermine les types de surfaces agricoles sur lesquelles le montant de l'aide est calculé.

§ 2. Sans préjudice de l'article 22, l'accroissement de la superficie de l'exploitation ou du nombre d'animaux présents sur l'exploitation n'entraîne pas l'augmentation automatique du montant de l'aide.

CHAPITRE 8. — *Paiements*

Art. 19. Les aides octroyées en vertu du présent arrêté sont versées par tranches annuelles sur une période de cinq ans. La période couverte par une tranche annuelle de paiement court du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

Chaque tranche annuelle de paiement est versée à l'agriculteur qui a introduit une demande de paiement annuelle conformément à l'article 17 et qui pendant toute la période couverte par la tranche annuelle concernée respecte les exigences liées à ses engagements.

CHAPITRE 9. — *Modification de l'engagement*

Section 1^{re}. — Transfert d'exploitation ou de surfaces agricoles

Art. 20. § 1^{er}. Par dérogation l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le transfert d'une exploitation entière couverte par un engagement est réalisé entre l'agriculteur repreneur et l'agriculteur cédant via le guichet informatisé consacré aux interventions et aux aides de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration, ou par écrit, au moyen de tout document présentant une date certaine conformément à l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

L'alinéa 1^{er} s'applique en cas de transfert de parcelles couvertes par un engagement.

§ 2. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 1^{er}, le repreneur peut poursuivre l'ensemble ou une partie des engagements, à l'exception de l'engagement pour la mesure n° 11 « races locales menacées », pour la période d'engagement restant à courir, aux conditions prévues par le présent article.

Le transfert et, le cas échéant, la reprise des engagements sont notifiés à l'organisme payeur au plus tard à la date limite de soumission de la demande unique, prévue à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Pour l'application du présent arrêté, une reprise d'engagement est réputée prendre cours le 1^{er} janvier de l'année de la notification du transfert de l'exploitation ou des parcelles.

§ 3. Les surfaces agricoles couvertes par un engagement pour la mesure n° 14 « sols » peuvent uniquement faire l'objet d'une reprise dans l'hypothèse d'un transfert complet de l'exploitation.

§ 4. En cas de reprise de l'engagement, le repreneur se substitue au cédant en ce qui concerne les droits et obligations inhérents à l'engagement à partir de la date visée au paragraphe 2, alinéa 3.

Pour autant que l'engagement ait été effectif pendant la période concernée, le cédant bénéficie des aides correspondant à la période antérieure à la date visée au paragraphe 2, alinéa 3, et le repreneur des aides correspondant à la période postérieure.

Si après la reprise de l'engagement celui-ci est arrêté, le repreneur rembourse toutes les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement concerné. Aucun remboursement n'est exigé du cédant pour les aides reçues dans le cadre de l'engagement.

§ 5. Le respect des exigences liées à un engagement repris est vérifié sans tenir compte des engagements auxquels l'agriculteur repreneur a déjà souscrits avant le transfert.

Section 2. — Transformation de l'engagement

Art. 21. § 1^{er}. La transformation d'un engagement en cours d'exécution en un engagement à mettre en œuvre une autre mesure est autorisée par l'organisme payeur moyennant le respect des conditions suivantes :

1° la demande de transformation est introduite via une nouvelle demande d'aide, conformément à l'article 17 ;

2° la demande consiste en l'une des transformations visées au paragraphe 2 ;

3° les conditions d'admissibilité du nouvel engagement sont respectées ;

4° si le nouvel engagement concerne une mesure ciblée, un avis d'expert conforme à l'article 5 est joint à la demande de transformation.

Si la transformation est acceptée, un nouvel engagement de cinq années prend cours le 1^{er} janvier de l'année d'introduction de la demande de transformation, indépendamment de la durée pendant laquelle l'engagement initial a été mis en œuvre.

Le remboursement des paiements reçus dans le cadre de l'engagement initial n'est pas exigé.

§ 2. Les transformations autorisées sont les suivantes :

1° la transformation d'un engagement pour une ou plusieurs mesures, à l'exception de la mesure n° 14 « sol », en un engagement pour la mesure n° 10 « plan d'action agro-environnemental » ;

2° la transformation d'un engagement pour la mesure n° 2 « prairies naturelles » en un engagement pour la mesure n° 4 « prairies de haute valeur biologique » ;

3° la transformation d'un engagement pour la mesure n° 5 « tournières enherbées » en un engagement pour la mesure n° 7 « parcelles aménagées » ;

4° la transformation d'un engagement pour une sous-mesure de la mesure n° 13 « autonomie fourragère » en un engagement pour une autre sous-mesure, caractérisée par une charge en bétail moindre.

Section 3. — Extension de l'engagement

Art. 22. § 1^{er}. À l'exception de la mesure n° 14 « sols », l'extension d'un engagement en cours d'exécution à des surfaces agricoles ou des animaux supplémentaires est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° l'extension sert l'objectif environnemental poursuivi par l'engagement ;

2° l'extension porte sur une superficie ou un nombre d'animaux égal ou inférieur à 50 % de celui de l'engagement initial ;

3° la demande d'extension est introduite via une demande de paiement, conformément à l'article 17 ;

4° si l'extension concerne un engagement pour une mesure ciblée, un avis d'expert adapté conforme à l'article 5 est joint à la demande d'extension.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, une superficie ou un nombre d'animaux est égal ou inférieur à 50 % de celui concerné par l'engagement initial lorsque la superficie ou le nombre d'animaux faisant l'objet de la demande d'extension, augmenté des surfaces agricoles ou des animaux ayant précédemment fait l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, est égal ou inférieur à 50 % de celui de l'engagement initial.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2°, et 2, la demande d'extension d'un engagement pour la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » porte sur une superficie supérieure à 20 % et inférieure à 50 % de celle de l'engagement initial.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, une superficie est supérieure à 20 % et inférieure à 50 % de celle concernée par l'engagement initial lorsque la superficie faisant l'objet de la demande d'extension, augmentée des surfaces agricoles ayant précédemment fait l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, est supérieure à 20 % et inférieure à 50 % de celle de l'engagement initial.

§ 3. Si l'extension est acceptée, elle prend cours le 1^{er} janvier de l'année d'introduction de la demande d'extension. L'agriculteur respecte l'engagement étendu pour le reste de la durée de l'engagement initial.

Section 4. — Remplacement de l'engagement

Art. 23. A l'exception des engagements pour les mesures n° 10 « plan d'action agro-environnemental » et n° 14 « sols », le remplacement d'un engagement en cours d'exécution par un nouvel engagement est autorisé moyennant le respect des conditions suivantes :

1° l'intégralité des surfaces agricoles et des animaux concernés par l'engagement initial sont couverts par le nouvel engagement ;

2° le nouvel engagement porte sur une superficie ou un nombre d'animaux supérieur de 50 % par rapport à celui de l'engagement initial ;

3° le nouvel engagement porte sur une mesure identique à celle concernée par l'engagement initial ;

4° la demande de remplacement est introduite via une nouvelle demande d'aide, conformément à l'article 17 ;

5° si le remplacement concerne un engagement pour une mesure ciblée, un avis d'expert conforme à l'article 5 et couvrant les parcelles faisant l'objet de la demande de remplacement est joint à la demande de remplacement ;

6° les conditions d'admissibilité du nouvel engagement sont respectées.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, une superficie ou un nombre d'animaux est supérieur de 50 % par rapport à celui concerné par l'engagement initial lorsque la superficie ou le nombre d'animaux faisant l'objet de la demande de remplacement, augmenté des surfaces agricoles ou des animaux ayant précédemment fait l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, est supérieur de 50 % par rapport à celui de l'engagement initial.

Si le remplacement est accepté, un nouvel engagement de cinq années prend cours le 1^{er} janvier de l'année d'introduction de la demande de remplacement, indépendamment de la durée pendant laquelle l'engagement initial a été mis en œuvre.

Le remboursement des paiements déjà reçus dans le cadre de l'engagement initial n'est pas exigé.

Section 5. — Révision de l'engagement

Art. 24. § 1^{er}. Conformément à l'article 70, § 7, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, en cas de modification de la ligne de base d'une mesure agro-environnementale et climatique ou des exigences liées à un éco-régime, le Ministre révisé le cahier des charges ou le montant de l'aide de la mesure concernée.

§ 2. Conformément à l'article 70, § 7, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, lorsqu'un engagement court au-delà de la période couverte par le plan stratégique relevant de la Politique agricole commune, le Ministre révisé le cahier des charges ou le montant de l'aide de la mesure concernée afin de l'adapter au cadre réglementaire de la période suivante.

La révision prend effet au premier jour de la période suivante.

§ 3. Si une révision entre en vigueur avant la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle est réputée prendre cours le 1^{er} janvier de l'année concernée. Si la révision entre en vigueur après la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivante.

§ 4. Si la révision n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin. Le remboursement des paiements déjà reçus dans le cadre de l'engagement concerné n'est pas exigé.

§ 5. L'organisme payeur informe sans délai les agriculteurs concernés de l'application des paragraphes 1^{er} et 2.

Section 6. — Adaptation de l'engagement

Art. 25. Dans des hypothèses dûment justifiées compte tenu des objectifs agro-environnementaux et climatiques de la mesure, le Ministre peut adapter des engagements en cours d'exécution via une modification du cahier des charges ou du montant de l'aide de la mesure faisant l'objet de ces engagements.

Si l'adaptation entre en vigueur avant la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle est réputée prendre cours le 1^{er} janvier de l'année concernée. Si l'adaptation entre en vigueur après la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivante.

L'agriculteur respecte l'engagement adapté pour le reste de la durée de l'engagement initial.

L'organisme payeur informe sans délai et notifie les agriculteurs concernés de l'application de l'alinéa 1^{er}.

Section 7. — Aménagements fonciers et interventions publiques

Art. 26. Le bénéficiaire qui n'est plus en mesure de respecter un engagement, en tout ou en partie, en raison du fait que son exploitation ou une partie de son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires, le notifie par écrit à l'organisme payeur avant la date de prise d'occupation.

L'organisme payeur adapte l'engagement au regard des changements apportés à l'exploitation, le cas échéant en concertation avec l'expert, lorsque l'engagement porte sur une mesure ciblée.

Si l'adaptation se révèle impossible, l'engagement prend fin. Le montant des paiements déjà reçus est remboursé à l'exception de ceux correspondant aux tranches annuelles pendant lesquelles l'engagement a été effectif.

L'organisme payeur informe l'agriculteur des modalités d'adaptation ou le cas échéant de la fin de l'engagement.

CHAPITRE 10. — Dispositions transitoires et finales

Art. 27. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 2 février 2017, du 21 décembre 2017 et du 4 mars 2021 ;

2° l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 et les arrêtés ministériels du 2 février 2017, du 22 décembre 2017, du 22 mars 2018 et du 6 mars 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, jusqu'au 31 décembre 2024, les exigences prescrites par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques et ses arrêtés d'exécution continuent de s'appliquer aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour les méthodes n° 1 « éléments du maillage » et n° 3 « prairies inondables », à l'exception de l'article 21, § 2, dudit arrêté.

Aucun paiement n'est octroyé au titre de la méthode n° 1 « éléments du maillage » prévue à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques pour les tranches annuelles correspondant aux années 2023 ou 2024 si l'agriculteur s'engage la même année pour l'éco-régime « maillage écologique » conformément à l'article 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux éco-régimes.

Art. 28. § 1^{er}. Le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution s'appliquent aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour les méthodes suivantes en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques :

- 1° méthode n° 2 « prairies naturelles » ;
- 2° méthode n° 4 « prairies de haute valeur biologique » ;
- 3° méthode n° 5 « tournières enherbées » ;
- 4° méthode n° 7 « parcelles aménagées » ;
- 5° méthode n° 10 « plan d'action agro-environnemental » ;
- 6° méthode n° 11 « races locales menacées ».

Les engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour la méthode n° 8 « bandes aménagées » prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques se poursuivent aux conditions relatives à la mesure n° 7 « parcelles aménagées » prescrites par le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le Ministre peut déterminer des hypothèses dans lesquelles des règles du présent arrêté ou de ses arrêtés d'exécution ne s'appliquent pas aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour les méthodes suivantes en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques.

Art. 29. Les agriculteurs ayant souscrit avant le 1^{er} janvier 2023 un engagement pour les méthodes n° 6 « cultures favorables à l'environnement » ou n° 9 « autonomie fourragère » prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques font le choix de poursuivre leur engagement ou d'y mettre un terme le 31 décembre 2022. S'ils font le choix de poursuivre l'engagement, les exigences relatives aux mesures n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » et n° 13 « autonomie fourragère » prescrites par le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution s'appliquent respectivement.

Les agriculteurs concernés par l'alinéa 1^{er} informent l'organisme payeur de leur choix via le formulaire de demande unique.

Art. 30. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42307]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17 § 3 Absatz 2, D.241, D.242 Absätze 1 und 2, D.243 Absatz 1, D.249 Absätze 1 und 2 Ziffer 3 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° Landwirte: die Landwirte im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

4° Lastenheft: die Gesamtheit der für jede Agrarumwelt- und Klimamaßnahme spezifischen Anforderungen und Verbote;

5° Beihilfeantrag: der Beihilfeantrag gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

6° Zahlungsantrag: der Zahlungsantrag gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

7° Öko-Regelung: die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen vorgesehenen Öko-Regelungen;

8° Verpflichtung: die Verpflichtung eines Landwirts, das vorgegebene Lastenheft einer Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme umzusetzen;

9° Sammelantragsformular: das in Artikel 3 Paragraf 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erwähnte Formular;

10° Grundanforderung: alle relevanten Anforderungen gemäß Artikel 70 Absatz 3 Buchstaben *a*) bis *c*) der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

11° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

12° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die

Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

13° Natura 2000-Gebiete: die Natura 2000-Gebiet im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 18 des Gesetzes vom 1. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

14° landwirtschaftliche Flächen: die landwirtschaftlichen Flächen im Sinne von Artikel 2 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 44 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

15° ökologische Ausgleichsflächen: die landwirtschaftlichen Flächen, auf die eine spezifische Benachteiligung einwirkt, für die ein Landwirt als Ausgleich auf der Grundlage einer Vereinbarung mit einer privaten Drittperson eine finanzielle Unterstützung erhält;

16° Herden: die Herden im Sinne von Artikel 2 Paragraf 2 Ziffer 12 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln.

KAPITEL 2 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 70 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird Landwirten, die sich verpflichten, auf dem Gebiet der Wallonischen Region das Lastenheft einer oder mehrerer Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen auf landwirtschaftlichen Flächen oder für Tiere von Herden umzusetzen, jährlich eine Beihilfe gewährt.

KAPITEL 3 — Verpflichtungen

Abschnitt 1 — Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Art. 3 - Die Umsetzung der folgenden Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen ist Gegenstand einer Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass:

- 1° Maßnahme 2 "Natürliches Grünland";
- 2° Maßnahme 4 "biologisch wertvolles Grünland";
- 3° Maßnahme 5 "begraute Wende Flächen";
- 4° Maßnahme Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen";
- 5° Maßnahme Nr. 10 "agrarökologischer Aktionsplan";
- 6° Maßnahme Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen";
- 7° Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm";
- 8° Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie";
- 9° Maßnahme Nr. 14 "Böden".

Die in Absatz 1 Ziffer 5 genannte Maßnahme umfasst mehrere Teilmaßnahmen, die je nach dem Viehbesatz, der auf dem Betrieb des Landwirts besteht, festgelegt werden.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse werden die in Absatz 1, Ziffern 2, 4 und 5 genannten Maßnahmen als gezielte Maßnahmen bezeichnet.

Art. 4 - Der Minister bestimmt den Inhalt der Lastenhefte für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister Folgendes fest:

- 1° die Arten von landwirtschaftlichen Flächen, auf denen eine bestimmte Maßnahme durchgeführt werden kann;
- 2° die Lage, die Größe und die Zusammensetzung der Bodenbedeckung der Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen;
- 3° die zulässigen oder vorgeschriebenen Eingriffe und Arbeiten auf Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen;
- 4° die Durchführungsmodalitäten und die Zeiträume, in denen Eingriffe oder Arbeiten auf den Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen, erlaubt sind;
- 5° die Anforderungen an die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln oder Düngemitteln und die Verabreichung von Futtermitteln;
- 6° der Zugang zu Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen, für motorisierte Fahrzeuge;
- 7° der Mindest- und Höchstbesatz an Tieren in Bezug auf die Teilmaßnahmen der Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie";
- 8° die Liste der gefährdeten bedrohten Rassen, die Kriterien für die Zulässigkeit von Tieren und die Modalitäten ihrer Registrierung in Bezug auf die Maßnahme Nr. 11 "Bedrohte lokale Rassen";
- 9° die Zusammensetzung des Aktionsplans für die Maßnahme Nr. 10 "agrarökologischer Aktionsplan" sowie die Modalitäten für die Bewertung seiner Umsetzung im Hinblick auf die ursprünglich festgelegten Ziele;
- 10° in Bezug auf die Maßnahme Nr. 14 "Böden" die Bedingungen für den Zugang zur Beihilfe, die Modalitäten für die Durchführung der Bilanzen in Bezug auf die Zusammensetzung des Bodens sowie die Kriterien für die Benennung der mit diesen Bilanzen beauftragten Laboratorien.

Abschnitt 2 — Sachverständigengutachten

Art. 5 - § 1. In Anwendung von Artikel 70 § 9 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 beantragt der Landwirt vor der Umsetzung der gezielten Maßnahmen eine Stellungnahme eines Sachverständigen, der auf der Grundlage der Kriterien und des Verfahrens, die vom Minister festgelegt werden, bestimmt wird.

Der Sachverständige gibt seine Stellungnahme spätestens am 31. Dezember des Jahres vor der Beantragung der Beihilfe ab.

Der Landwirt erfüllt die Vorgaben des Sachverständigengutachtens während der gesamten Dauer der Verpflichtung.

§ 2. Der Sachverständige kann sein Gutachten während der Laufzeit der Verpflichtung durch einen ordnungsgemäß begründeten Beschluss ändern, wobei er die Entwicklung der landwirtschaftlichen Fläche aus Sicht der Agrarumwelt- und Klimapolitik berücksichtigt.

Der Sachverständige teilt dem Landwirt und der Zahlstelle die Änderung seines Gutachtens unverzüglich mit.

Stimmt der Landwirt der Änderung des Gutachtens zu, so erfüllt er die Anforderungen dieses Gutachtens ab dem Tag des Eingangs der Mitteilung. Lehnt der Landwirt die Änderung des Gutachtens ab, so zieht der Sachverständige sein Gutachten gemäß Paragraf 3 zurück.

§ 3. Der Sachverständige kann sein Gutachten während der Laufzeit der Verpflichtung durch einen ordnungsgemäß begründeten Beschluss zurückziehen, wobei er die negative Entwicklung der landwirtschaftlichen Fläche aus Sicht der Agrarumwelt- und Klimapolitik berücksichtigt.

Der Sachverständige teilt dem Landwirt und der Zahlstelle unverzüglich mit, dass er sein Gutachten zurückgezogen hat.

Wenn der Sachverständige sein Gutachten während der Laufzeit der Verpflichtung zurückzieht, endet die Verpflichtung. Für das Jahr, in dem das Gutachten zurückgezogen wird, wird dem Landwirt keine Beihilfe gewährt.

Wird der Rückzug des Gutachtens durch einen dem Landwirt anzulastenden Verstoß begründet, so nimmt die Zahlstelle unter Berücksichtigung der Schwere, der Dauer und des Ausmaßes des Verstoßes Beihilfekürzungen vor.

§ 4. Der Landwirt kann bei der Zahlstelle einen Einspruch gegen Entscheidungen bezüglich eines Sachverständigengutachtens gemäß Artikel D.17, D.18 und D.257 des wallonischen Gesetzbuches über die einreichen. Der Widerspruch ist innerhalb einer Frist von 45 Tagen ab dem Zeitpunkt der Entscheidung einzulegen.

Abschnitt 3 — Erfüllung der Anforderungen

Art. 6 - § 1. Um eine Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass zu erhalten, muss der Landwirt für jede Agrarumwelt- und Klimamaßnahme, für die er sich verpflichtet hat, die relevanten Anforderungen der Grundanforderung, den Inhalt des Lastenhefts der betreffenden Maßnahme und gegebenenfalls die Vorschriften des Sachverständigengutachtens einhalten.

§ 2. Der Landwirt führt ein gemäß Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ausgefülltes Betriebsregister, aus dem hervorgeht, dass die in Paragraf 1 erwähnten Anforderungen und Vorschriften erfüllt sind.

Der Minister kann die Liste der Nachweise festlegen, die für die Kontrolle der in Paragraf 1 erwähnten Anforderungen und Vorschriften erforderlich sind und in das Betriebsregister eingetragen werden müssen.

Abschnitt 4 — Dauer der Verpflichtung

Art. 7 - Die Verpflichtung eines Landwirts, Lastenheft einer Agrarumwelt- und Klimamaßnahme umzusetzen, gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren, der am 1. Januar des Jahres der Einreichung des Beihilfeantrags beginnt.

Will der Landwirt seine Verpflichtung nach Ablauf des ersten Fünfjahreszeitraums erneuern, so muss er einen neuen Beihilfeantrag nach den in Artikel 17 vorgesehenen Formen und Modalitäten stellen. Die erneuerte Verpflichtung läuft über einen Zeitraum von fünf Jahren.

Abschnitt 5 — Tragweite der Verpflichtung

Art. 8 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt die Umsetzung jeder Agrarumwelt- und Klimamaßnahme oder, im Falle der Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie", jeder Teilmaßnahme durch einen Landwirt als eine getrennte Verpflichtung.

Art. 9 - Unbeschadet des Artikels 20 oder 21 muss sich die Verpflichtung während ihrer gesamten Laufzeit auf eine Fläche landwirtschaftlicher Flächen oder eine Anzahl von Tieren erstrecken, die mit der vom Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegebenen Fläche identisch ist.

In Abweichung von Absatz 1 darf im Rahmen einer Verpflichtung zur Durchführung der Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" die jährlich angegebene Fläche um 20 % von der Fläche abweichen, die im Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben wurde.

Art. 10 - Unbeschadet der Artikel 20 oder 22 erstreckt sich die Verpflichtung während ihrer gesamten Laufzeit auf die Parzellen, die vom Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben wurden.

In Abweichung von Absatz 1 kann sich eine Verpflichtung zur Durchführung der Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" jedes Jahr auf verschiedene Parzellen beziehen.

In Bezug auf die Maßnahme Nr. 11 "Bedrohte lokale Rassen" kann sich die Verpflichtung jedes Jahr auf verschiedene Tiere beziehen.

Art. 11 - § 1. Die Beihilfe für die Maßnahmen Nr. 5 "begraste Wendeflächen" und Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" wird nicht gewährt für Ackerlandparzellen, die in den fünf Jahren vor dem Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags oder - im Falle einer Erweiterung der Verpflichtung gemäß Artikel 22 - des Zahlungsantrags aus Dauergrünland umgewandelt wurden.

In Abweichung von Artikel 28 § 1 gilt die Anforderung in Absatz 1 nur für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 eingegangen wurden, für die Methode Nr. 5 "begraste Wendeflächen", Methode Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" und Methode Nr. 8 "bepflanzte Ackerstreifen", die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehen sind, wenn sie Gegenstand eines Antrags auf Erweiterung ab dem 1. Januar 2023 sind, und nur für die Parzellen, die Gegenstand des Antrags auf Erweiterung sind.

§ 2. Die Beihilfe für die Maßnahmen Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" und Nr. 14 "Böden" wird nicht gewährt für Ackerlandparzellen, die in den fünf Jahren vor dem Jahr der Einreichung des Zahlungsantrags aus Dauergrünland umgewandelt wurden.

§ 3. Der Minister kann weitere Arten von Flächen bestimmen, für die die Beihilfe für eine bestimmte Agrarumwelt- und Klimamaßnahme nicht gewährt oder gekürzt wird.

KAPITEL 4 — Betrag der Beihilfe

Art. 12 - Der Minister legt den Betrag oder die Berechnungsmethoden der Beihilfe fest, die jeder Agrarumwelt- und Klimamaßnahme entspricht.

KAPITEL 5 — *Kumulierung*

Art. 13 - Auf ein und derselben Parzelle sind die folgenden Kumulierungen untersagt:

1° die Kumulierung von Verpflichtungen für die Maßnahmen Nr. 2 "natürliches Grünland" und Nr. 4 "biologisch wertvolles Grünland";

2° die Kumulierung von Verpflichtungen für die Maßnahmen Nr. 5 "begraste Wendeflächen", Nr. 5 "bepflanzte Ackerparzellen" und Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm";

3° die Kumulierung von Verpflichtungen für die Teilmaßnahmen der Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie".

Art. 14 - Die kumulierte Fläche des Ackerlandes eines Betriebs, für das Verpflichtungen im Rahmen der Maßnahmen Nr. 5 "begraste Wendeflächen", Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" und Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" eingegangen werden, überschreitet nicht 25 % der gesamten Ackerfläche des Betriebs, die von der Zahlstelle im Sammelantrag des Landwirts für das Jahr der Einreichung des ersten Antrags auf Zahlung der betreffenden Beihilfen oder für das Jahr der Einreichung jedes neuen Antrags auf Verpflichtung oder jedes Antrags auf Erweiterung der Verpflichtung für die betreffenden Maßnahmen festgelegt wurde.

Art. 15 - Die Kumulierung von zwei Verpflichtungen in Bezug auf dieselbe Agrarumwelt- und Klimamaßnahme oder Teilmaßnahme ist untersagt.

Art. 16 - Im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden keine Beihilfen für ökologische Ausgleichsflächen gewährt.

KAPITEL 6 — *Beihilfeantrag und Zahlungsantrag*

Art. 17 - § 1. Der Beihilfeantrag und die jährlichen Zahlungsanträge werden über das in Artikel 3, 4 und 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehene Sammelantragsformular eingereicht.

Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn er die in Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen erfüllt.

Verpflichtet sich ein Landwirt zur Durchführung einer gezielten Maßnahme, so fügt er seinem Beihilfeantrag das gemäß Artikel 5 eingeholte Sachverständigengutachten bei; andernfalls ist der Antrag unzulässig.

§ 2. Die Änderung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags erfolgt gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

KAPITEL 7 — *Berechnung der Beihilfe*

Art. 18 - § 1. Der Betrag der einem Landwirt gemäß dem vorliegenden Erlass gewährten Beihilfe wird auf der Grundlage der Fläche der landwirtschaftlichen Flächen oder der Anzahl der Tiere berechnet, die der Landwirt im Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben hat und die von der Zahlstelle ermittelt wurden.

Der Minister bestimmt die Arten von landwirtschaftlichen Flächen, auf denen der Beihilfebetrags berechnet wird.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 22 führt eine Vergrößerung der Betriebsfläche oder der Anzahl der im Betrieb vorhandenen Tiere nicht automatisch zu einer Erhöhung des Beihilfebetrags.

KAPITEL 8 — *Zahlungen*

Art. 19 - Die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen werden in Jahrestanchen über einen Zeitraum von fünf Jahren ausgezahlt. Der Zeitraum, auf den sich eine jährliche Zahlungstranche bezieht, läuft vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres, auf das sich die Zahlungstranche bezieht.

Jede jährliche Zahlungstranche wird an den Landwirt gezahlt, der einen Antrag auf eine jährliche Zahlung gemäß Artikel 17 eingereicht hat und während des gesamten Zeitraums, auf den sich die betreffende jährliche Zahlungstranche bezieht, die Anforderungen im Zusammenhang mit seinen Verpflichtungen erfüllt.

KAPITEL 9 — *Änderung der Verpflichtung**Abschnitt 1 — Übertragung eines landwirtschaftlichen Betriebs oder von landwirtschaftlichen Flächen*

Art. 20 - § 1. In Abweichung von Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erfolgt die Übertragung eines gesamten Betriebs, der unter eine Verpflichtung fällt, zwischen dem übernehmenden und dem überlassenden Landwirt über den von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Onlineschalter für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik oder schriftlich mittels eines Dokuments, das gemäß Artikel D.15 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft ein sicheres Datum aufweist.

Absatz 1 gilt im Falle der Übertragung von Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen.

§ 2. In dem in Paragraph 1 genannten Fall kann der Übernehmer die Gesamtheit oder einen Teil der Verpflichtungen, mit Ausnahme der Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen", für den verbleibenden Verpflichtungszeitraum unter den in diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen fortsetzen.

Die Übertragung und gegebenenfalls die Übernahme der Verpflichtungen werden der Zahlstelle spätestens bis zu dem in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen äußersten Datum für die Einreichung des Sammelantrags mitgeteilt.

Für die Anwendung dieses Erlasses wird davon ausgegangen, dass eine Übernahme der Verpflichtung am 1. Januar des Jahres beginnt, in dem die Übertragung des Betriebs oder der Parzellen mitgeteilt wurde.

§ 3. Landwirtschaftliche Flächen, die unter eine Verpflichtung im Rahmen der Maßnahme Nr. 14 "Böden" fallen, können nur im Falle einer vollständigen Übertragung des Betriebs übernommen werden.

§ 4. Im Falle der Übernahme der Verpflichtung tritt der Übernehmer ab dem in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Zeitpunkt in die Rechte und Pflichten aus der Verpflichtung anstelle des Überlassers ein.

Sofern die Verpflichtung während des betreffenden Zeitraums wirksam war, erhält der Überlasser die Beihilfen für den Zeitraum vor dem in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Datum und der Übernehmer die Beihilfen für den Zeitraum danach.

Wird nach der Übernahme der Verpflichtung diese beendet, so zahlt der Übernehmer alle Beihilfen zurück, die ihm aufgrund der betreffenden Verpflichtung gezahlt worden sind. Vom Überlasser wird keine Rückzahlung der im Rahmen der Verpflichtung erhaltenen Beihilfen verlangt.

§ 5. Die Einhaltung der Anforderungen im Zusammenhang mit einer übernommenen Verpflichtung wird überprüft, ohne die Verpflichtungen zu berücksichtigen, die der übernehmende Landwirt bereits vor der Übertragung eingegangen ist.

Abschnitt 2 — Umwandlung der Verpflichtung

Art. 21 - § 1. Die Umwandlung einer laufenden Verpflichtung in eine Verpflichtung zur Durchführung einer anderen Maßnahme wird von der Zahlstelle genehmigt, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° der Umwandlungsantrag wird über einen neuen Beihilfeantrag gemäß Artikel 17 eingereicht;
- 2° der Antrag besteht in einer der in Paragraph 2 genannten Umwandlungen;
- 3° die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit der neuen Verpflichtung sind erfüllt;
- 4° wenn die neue Verpflichtung eine gezielte Maßnahme betrifft, ist dem Umwandlungsantrag ein Sachverständigengutachten gemäß Artikel 5 beizufügen.

Wird die Umwandlung angenommen, beginnt am 1. Januar des Jahres, in dem der Umwandlungsantrag eingereicht wurde, eine neue fünfjährige Verpflichtung, unabhängig von der Dauer, während der die ursprüngliche Verpflichtung umgesetzt wurde.

Eine Rückzahlung der im Rahmen der ursprünglichen Verpflichtung erhaltenen Zahlungen ist nicht erforderlich.

§ 2. Folgende Umwandlungen sind erlaubt:

- 1° die Umwandlung einer Verpflichtung für eine oder mehrere Maßnahmen, mit Ausnahme der Maßnahme Nr. 14 "Böden", in eine Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 10 "agrärökologischer Aktionsplan";
- 2° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 2 "natürliches Grünland" in eine Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 4 "biologisch wertvolles Grünland";
- 3° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 5 "begraste Wendeflächen" in eine Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen";
- 4° die Umwandlung einer Verpflichtung für eine Teilmaßnahme der Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie" in eine Verpflichtung für eine andere Teilmaßnahme, die durch einen geringeren Viehbesatz gekennzeichnet ist.

Abschnitt 3 — Erweiterung der Verpflichtung

Art. 22 - § 1. Mit Ausnahme der Maßnahme Nr. 14 "Böden" ist die Erweiterung einer laufenden Verpflichtung auf zusätzliche landwirtschaftliche Flächen oder Tiere zulässig, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Erweiterung dient dem mit der Verpflichtung verfolgten Umweltziel;
- 2° die Erweiterung betrifft eine Fläche oder eine Anzahl von Tieren, die 50 % oder weniger derjenigen der ursprünglichen Verpflichtung entspricht;
- 3° der Antrag auf Erweiterung wird über einen Zahlungsantrag gemäß Artikel 17 eingereicht;
- 4° wenn die Erweiterung eine Verpflichtung für eine gezielte Maßnahme betrifft, wird dem Erweiterungsantrag ein angepasstes Sachverständigengutachten gemäß Artikel 5 beigefügt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 entspricht eine Fläche oder eine Anzahl von Tieren 50 % oder weniger der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen Fläche oder Anzahl von Tieren, wenn die Fläche oder die Anzahl von Tieren, die Gegenstand des Antrag auf Erweiterung ist, zuzüglich der landwirtschaftlichen Flächen oder der Tiere, für die zuvor während desselben Verpflichtungszeitraums ein Antrag auf Erweiterung eingereicht wurde, 50 % oder weniger der ursprünglichen Verpflichtung beträgt.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 und Absatz 2 bezieht sich der Antrag auf Erweiterung einer Verpflichtung für die Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" auf eine Fläche, die mehr als 20 % und weniger als 50 % der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung ausmacht.

Für die Anwendung von Absatz 1 entspricht eine Fläche mehr als 20 % und weniger als 50 % der Fläche der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen Fläche, wenn die Fläche, die Gegenstand des Antrag auf Erweiterung ist, zuzüglich der landwirtschaftlichen Flächen, für die zuvor während desselben Verpflichtungszeitraums ein Antrag auf Erweiterung eingereicht wurde, mehr als 20 % und weniger als 50 % der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung ausmacht.

§ 3. Wird der Erweiterung stattgegeben, so beginnt sie am 1. Januar des Jahres, in dem der Antrag auf Erweiterung eingereicht wurde. Der Landwirt erfüllt die erweiterte Verpflichtung während der restlichen Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung.

Abschnitt 4 — Ersetzung der Verpflichtung

Art. 23 - Mit Ausnahme der Verpflichtungen für die Maßnahmen Nr. 10 "agrärökologischer Aktionsplan" und Nr. 14 "Böden" ist die Ersetzung einer laufenden Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung zulässig, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Gesamtheit der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen landwirtschaftlichen Flächen und Tiere fällt unter die neue Verpflichtung;
- 2° die neue Verpflichtung bezieht sich auf eine Fläche oder eine Anzahl von Tieren, die um 50 % größer ist als die der ursprünglichen Verpflichtung;
- 3° die neue Verpflichtung bezieht sich auf eine Maßnahme, die mit der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen identisch ist;
- 4° der Ersetzungsantrag wird über einen neuen Beihilfeantrag gemäß Artikel 17 gestellt;
- 5° wenn die Ersetzung eine Verpflichtung für eine gezielte Maßnahme betrifft, ist dem Antrag auf Ersetzung ein Sachverständigengutachten gemäß Artikel 5 beizufügen, das sich auf die Parzellen bezieht, die Gegenstand des Antrags auf Ersetzung sind;
- 6° die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit der neuen Verpflichtung sind erfüllt;

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 entspricht eine Fläche oder eine Anzahl von Tieren mehr als 50 % der Fläche oder der Anzahl von Tieren der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen Fläche oder Anzahl von Tieren, wenn die Fläche oder die Anzahl von Tieren, die Gegenstand des Antrags auf Ersetzung ist, zuzüglich der

landwirtschaftlichen Flächen oder der Tiere, für die zuvor während desselben Verpflichtungszeitraums ein Antrag auf Erweiterung gestellt wurde, mehr als 50 % der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung ausmacht.

Wird die Ersetzung angenommen, beginnt am 1. Januar des Jahres, in dem der Umwandlungsantrag gestellt wurde, eine neue fünfjährige Verpflichtung, unabhängig von der Dauer, während der die ursprüngliche Verpflichtung umgesetzt wurde.

Eine Rückzahlung der im Rahmen der ursprünglichen Verpflichtung bereits erhaltenen Zahlungen ist nicht erforderlich.

Abschnitt 5 — Revision der Verpflichtung

Art. 24 - § 1. Gemäß Artikel 70 § 7 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 überprüft der Minister im Falle einer Änderung der Grundanforderungen einer Agrarumwelt- und Klimamaßnahme oder der mit einer Öko-Regelung verbundenen Anforderungen das Lastenheft oder den Beihilfebetrug für die betreffende Maßnahme.

§ 2. Gemäß Artikel 70 § 7 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 revidiert der Minister, wenn eine Verpflichtung über den Zeitraum hinausgeht, der durch den Strategieplan im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik abgedeckt ist, das Lastenheft oder den Beihilfebetrug der betreffenden Maßnahme, um sie an den Rechtsrahmen des folgenden Zeitraums anzupassen.

Die Revision wird am ersten Tag der nächsten Zeitraums wirksam.

§ 3. Tritt eine Revision vor Ablauf der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird davon ausgegangen, dass sie ab dem 1. Januar des betreffenden Jahres beginnt. Tritt eine Revision nach Ablauf der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird sie ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres wirksam.

§ 4. Wird die Revision vom Landwirt nicht akzeptiert, endet die Verpflichtung. Eine Rückzahlung der im Rahmen der betreffenden Verpflichtung bereits erhaltenen Zahlungen ist nicht erforderlich.

§ 5. Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte unverzüglich über die Anwendung der Paragraphen 1 und 2.

Abschnitt 6 — Anpassung der Verpflichtung

Art. 25 - In begründeten Fällen und unter Berücksichtigung der Agrarumwelt- und Klimaziele der Maßnahme kann der Minister laufende Verpflichtungen durch eine Änderung des Lastenhefts oder des Beihilfebetrags der Maßnahme, die Gegenstand dieser Verpflichtungen ist, anpassen.

Tritt eine Anpassung vor Ablauf der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird davon ausgegangen, dass sie ab dem 1. Januar des betreffenden Jahres beginnt. Tritt eine Anpassung nach Ablauf der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird sie ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres wirksam.

Der Landwirt erfüllt die angepasste Verpflichtung während der restlichen Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung.

Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte unverzüglich über die Anwendung von Absatz 1.

Abschnitt 7 — Bodenordnungsverfahren und öffentliche Interventionen

Art. 26 - Der Begünstigte, der eine Verpflichtung ganz oder teilweise nicht mehr einhalten kann, weil sein Betrieb oder ein Teil seines Betriebs Gegenstand eines Bodenordnungsverfahrens oder ähnlicher öffentlicher Interventionen ist, teilt dies der Zahlstelle vor dem Datum der Übernahme schriftlich mit.

Die Zahlstelle passt die Verpflichtung an die Veränderungen im Betrieb an, gegebenenfalls in Absprache mit dem Sachverständigen, wenn sich die Verpflichtung auf eine gezielte Maßnahme bezieht.

Erweist sich die Anpassung als unmöglich, so wird die Verpflichtung beendet. Der Betrag der bereits erhaltenen Zahlungen wird zurückgezahlt, mit Ausnahme derjenigen, die den Jahrestanchen entsprechen, in denen die Verpflichtung wirksam war.

Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anpassungsmodalitäten oder gegebenenfalls über die Beendigung der Verpflichtung.

KAPITEL 10 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 27 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, 21. Dezember 2017 und 4. März 2021;

2° der Ministerielle Erlass vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 und die Ministeriellen Erlasse vom 2. Februar 2017, 22. Dezember 2017, 22. März 2018 und 6. März 2019.

In Abweichung von Absatz 1 gelten bis zum 31. Dezember 2024 die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen und seine Durchführungserlasse vorgeschriebenen Anforderungen weiterhin für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für die Methoden Nr. 1 "Elemente des landwirtschaftlichen Netzwerks" und Nr. 3 "Überschwemmungsgrünland" eingegangen wurden, mit Ausnahme von Artikel 21 § 2 des genannten Erlasses.

Es werden keine Zahlungen im Rahmen der Methode Nr. 1 "Elemente des landwirtschaftlichen Netzwerks" gemäß Artikel 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen für die den Jahren 2023 oder 2024 entsprechenden Jahrestanchen gewährt, wenn der Landwirt sich im selben Jahr für die Öko-Regelung "Ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" gemäß Artikel 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Öko-Regelungen verpflichtet.

Art. 28 - § 1. Der vorliegende Erlass und seine Durchführungserlasse gelten für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für folgende Methoden in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen wurden:

1° Methode Nr. 2 "Natürliches Grünland";

- 2° Methode Nr. 4 "biologisch wertvolles Grünland";
- 3° Methode Nr. 5 "begraste Wendeflächen";
- 4° Methode Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen";
- 5° Methode Nr. 10 "agrarökologischer Aktionsplan";
- 6° Methode Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen".

Die Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für die Methode Nr. 8 "bepflanzte Ackerstreifen" gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen wurden, werden unter den Bedingungen für die Maßnahme Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" fortgesetzt, die durch den vorliegenden Erlass und seine Durchführungserlasse vorgeschrieben sind.

§ 2. Der Minister kann Annahmen festlegen, unter denen Regeln des vorliegenden Erlasses oder seiner Durchführungserlasse nicht für Verpflichtungen gelten, die vor dem 1. Januar 2023 für die folgenden Methoden in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen wurden.

Art. 29 - Landwirte, die vor dem 1. Januar 2023 eine Verpflichtung für die Methoden Nr. 6 "Umweltfreundlicher Ackerbau" oder Nr. 9 "Futterautonomie" gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen sind, können wählen, ob sie ihre Verpflichtung fortsetzen oder am 31. Dezember 2022 beenden wollen. Wenn sie sich für die Fortsetzung der Verpflichtung entscheiden, gelten die jeweils Anforderungen für die Maßnahmen Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" und Nr. 13 "Futterautonomie", die durch den vorliegenden Erlass und seine Durchführungserlasse vorgeschrieben sind.

Die von Absatz 1 betroffenen Landwirte informieren die Zahlstelle ihrer Wahl über das Sammelantragsformular.

Art. 30 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/42307]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantieffonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.17, § 3, lid 2, D. 241, D.242, lid 1 en lid 2, D.243, lid 1, D.249, lid 1 en lid 2, 3°, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;
 Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
 Op de voordracht van de Minister van Landbouw;
 Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

- 1° administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° landbouwers: de landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;
- 3° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;
- 4° specificatie: de gezamenlijke eisen en verbodsbepalingen eigen aan elke agromilieu- en klimaatmaatregel;
- 5° steunaanvraag: de steunaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;
- 6° betalingsaanvraag: de betalingsaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;
- 7° ecoregelingen: de ecoregelingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de ecoregelingen;
- 8° verbintenis: de verbintenis van een landbouwer tot het uitvoeren van de specificatie voor een gegeven agromilieu- en klimaatmaatregel;
- 9° verzamelaanvraagformulier: het formulier als bedoeld in artikel 3, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;
- 10° basislijn: de gezamenlijke relevante verbintenissen als bedoeld in artikel 70, § 3, *a*) tot *c*), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;
- 11° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;
- 12° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;
- 13° Natura 2000-locaties: de Natura 2000-locaties in de zin van artikel 1*bis*, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud ;
- 14° landbouwarealen: de landbouwarealen in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023
- 15° ecologische compensatiearealen: landbouwarealen waar een specifieke beperking geldt en waarvoor een landbouwer financiële steun ontvangt op basis van een overeenkomst met een private derde;
- 16° beslagen: de beslagen in de zin van artikel 2, § 2, 12°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 70 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt jaarlijks steun verleend aan landbouwers die zich ertoe verbinden de specificaties van één of meerdere agromilieu- en klimaatmaatregelen toe te passen op landbouwarealen of voor dieren van beslagen die op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn gelegen.

HOOFDSTUK 3. — *Verbintenissen*

Afdeling 1. — Agromilieu- en klimaatmaatregelen

Art. 3. In het kader van dit besluit wordt steun verleend voor de uitvoering van de volgende agromilieu- en klimaatmaatregelen:

- 1° maatregel nr. 2 “natuurweiden”;
- 2° maatregel nr. 4 “weide met een hoge biologische waarde”;
- 3° maatregel nr.5 “met gras bezaaide perceelsranden”;
- 4° “maatregel nr. 7 “ingerichte perceelstroken”;
- 5° maatregel nr. 10 “actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw”;
- 6° maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen”;
- 7° maatregel nr. 12 “percelen graan op het veld”;
- 8° maatregel nr. 13 “voederautonomie”;
- 9° maatregel nr.14 “bodems”.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde maatregel omvat verschillende submaatregelen die zijn vastgesteld naar gelang van de veebezetting die de landbouwer op zijn bedrijf houdt.

Voor de toepassing van dit besluit en zijn uitvoeringsbesluiten worden de maatregelen, bedoeld in het eerste lid, 2°, 4° en 5°, aangeduid als gerichte maatregelen.

Art. 4. De minister bepaalt de inhoud van de specificaties van de agromilieu- en klimaatmaatregelen.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Minister:

- 1° de soorten landbouwarealen waarop een bepaalde maatregel kan worden uitgevoerd ;

2° de ligging, de omvang en de samenstelling van de bedekking van de percelen waarvoor een verbintenis wordt aangegaan;

3° de interventies en werkzaamheden die zijn toegestaan of voorgeschreven op de percelen waarvoor een verbintenis is aangegaan;

4° de wijze van uitvoering en de periodes waarin interventies of werkzaamheden zijn toegestaan op de percelen waarvoor een verbintenis is aangegaan;

5° de eisen met betrekking tot het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen of meststoffen en de toediening van diervoeders;

6° de toegang voor gemotoriseerde voertuigen tot de percelen waarvoor een verbintenis is aangegaan;

7° de minimale en maximale veebezetting, wat betreft de submaatregelen van maatregel 13 "voederautonomie";

8° de lijst van bedreigde plaatselijke rassen, de criteria voor het in aanmerking komen van dieren en hun registratieprocedures, wat betreft maatregel 11 "bedreigde plaatselijke rassen";

9° de samenstelling van het actieplan voor maatregel 10 "milieuactieplan" en de modaliteiten voor de evaluatie van de uitvoering ervan in het licht van de oorspronkelijk vastgestelde doelstellingen;

10° wat betreft maatregel 14 "bodems", de voorwaarden voor toegang tot de steun, de modaliteiten voor het uitvoeren van de beoordelingen met betrekking tot de samenstelling van de bodem, alsmede de criteria voor het aanwijzen van de laboratoria die daarmee belast zijn.

Afdeling 2. — Deskundigenadvies

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 70, § 9, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 vraagt de landbouwer voorafgaand aan de uitvoering van de gerichte maatregelen een advies aan een deskundige die wordt aangewezen op basis van de criteria en de procedure die door de Minister worden vastgesteld.

De deskundige brengt uiterlijk op 31 december van het jaar voorafgaand aan de steunaanvraag advies uit.

De landbouwer houdt zich gedurende de hele looptijd van de verbintenis aan de inhoud van het deskundigenadvies.

§ 2. De deskundige kan zijn advies in de loop van de verbintenis wijzigen bij een met redenen omklede beslissing, rekening houdend met de ontwikkeling van het landbouwareaal uit agromilieu- en klimaatopgumpunt.

De deskundige stelt de landbouwer en het betaalorgaan onverwijld in kennis van de wijziging van zijn advies.

Indien de landbouwer de wijziging van het advies aanvaardt, moet hij deze vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving in acht nemen. Indien de landbouwer de wijziging van het advies weigert, trekt de deskundige zijn advies overeenkomstig § 3 in.

§ 3. De deskundige kan zijn advies in de loop van de verbintenis intrekken bij een naar behoren gemotiveerde beslissing, rekening houdend met de negatieve ontwikkeling van het landbouwgebied uit agromilieu- en klimaatopgumpunt.

De deskundige stelt de landbouwer en het betaalorgaan onverwijld in kennis van de intrekking van zijn advies.

Indien de deskundige zijn advies tijdens de looptijd van de verbintenis intrekt, eindigt de verbintenis. Aan de landbouwer wordt geen steun toegekend voor het jaar waarin het advies wordt ingetrokken.

Indien de intrekking van het advies is gebaseerd op een aan de landbouwer te wijten tekortkoming, past het betaalorgaan een verlaging van de steun toe met inachtneming van de ernst, het permanente karakter en de omvang van de tekortkoming.

§ 4. De landbouwer kan overeenkomstig de artikelen D.17, D.18 en D.257 van het Waalse Landbouwwetboek bij het betaalorgaan in beroep gaan tegen beslissingen betreffende een deskundigenadvies. Het beroep wordt ingesteld binnen 45 dagen na de beslissing.

Afdeling 3. — Naleving van de eisen

Art. 6. § 1. Om steun te genieten in het kader van dit besluit moet de landbouwer voor elke agromilieu- en klimaatmaatregel die hij onderschrijft, voldoen aan de desbetreffende eisen van de basislijn, de inhoud van de specificatie van de betrokken maatregel en, in voorkomend geval, de bepalingen van het advies van de deskundige.

§ 2. De landbouwer houdt een bedrijfsregister bij dat wordt ingevuld overeenkomstig artikel 33 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 en waaruit blijkt dat de in paragraaf 1 bedoelde eisen en voorschriften zijn nageleefd.

De Minister kan de lijst vaststellen van de bewijsstukken die nodig zijn om de in paragraaf 1 bedoelde eisen en voorschriften te controleren en die in het bedrijfsregister moeten worden opgenomen.

Afdeling 4. — Duur van de verbintenis

Art. 7. De verbintenis van een landbouwer om de specificaties van een agromilieu- en klimaatmaatregel uit te voeren, loopt gedurende een periode van vijf jaar die ingaat op 1 januari van het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend.

Indien de landbouwer zijn verbintenis aan het einde van de eerste periode van vijf jaar wenst te verlengen, dient hij een nieuwe steunaanvraag in de vorm en op de wijze bepaald in artikel 17 in. De verlengde verbintenis geldt voor een periode van vijf jaar.

Afdeling 5. — Reikwijdte van de verbintenis

Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit wordt de uitvoering door een landbouwer van elke agromilieu- en klimaatmaatregel of, in het geval van maatregel nr. 13 "voederautonomie", van elke submaatregel beschouwd als een afzonderlijke verbintenis.

Art. 9. Onverminderd de artikelen 20 en 22 heeft de verbintenis gedurende de gehele looptijd betrekking op een oppervlakte landbouwareaal of een aantal dieren die identiek is aan die welke de landbouwer in zijn steunaanvraag als het voorwerp van de verbintenis heeft aangewezen.

In afwijking van het eerste lid kan in het kader van een verbintenis tot uitvoering van maatregel 12 “percelen met nog staande graangewassen” de jaarlijks aangegeven oppervlakte 20% afwijken van de oppervlakte die in de steunaanvraag is aangegeven als het voorwerp van de verbintenis.

Art. 10. Onverminderd de artikelen 20 en 22 heeft de verbintenis gedurende de gehele looptijd ervan betrekking op de percelen die de landbouwer in zijn steunaanvraag als onder de verbintenis vallende percelen heeft aangewezen.

In afwijking van lid 1 mag een verbintenis tot uitvoering van maatregel nr. 12 “percelen met nog staande graangewassen” elk jaar op andere percelen betrekking hebben.

Wat maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen” betreft, kan de verbintenis elk jaar op verschillende dieren betrekking hebben.

Art. 11. § 1. De steun voor de maatregelen nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” en nr. 7 “ingerichte perceelstroken” wordt niet toegekend voor percelen bouwland die van blijvend grasland zijn omgeschakeld in de vijf jaar die voorafgaan aan het jaar waarin de steunaanvraag of, in geval van verlenging van de verbintenis overeenkomstig artikel 22, de betalingsaanvraag wordt ingediend.

In afwijking van artikel 28, § 1, geldt de in het eerste lid gestelde eis alleen voor verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor methode nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden”, methode nr. 7 “ingerichte perceelstroken” en methode nr. 8 “ingerichte stroken” als bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, indien daarvoor een aanvraag tot uitbreiding vanaf 1 januari 2023 is ingediend en alleen voor de percelen waarvoor de aanvraag tot uitbreiding is ingediend.

§ 2. De steun voor de maatregelen nr. 12 “percelen met nog staande graangewassen” en nr. 14 “bodems” wordt niet toegekend voor percelen bouwland die van blijvend grasland zijn omgeschakeld in de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de betalingsaanvraag wordt ingediend.

§ 3. De Minister kan andere soorten arealen vaststellen waarvoor de steun voor een bepaalde agromilieu- en klimaatmaatregel niet wordt toegekend of wordt verlaagd.

HOOFDSTUK 4. — *Bedrag van de steun*

Art. 12. De Minister bepaalt het bedrag of de berekeningswijze van de steun voor elke agromilieu- en klimaatmaatregel.

HOOFDSTUK 5. — *Cumulaties*

Art. 13. Op hetzelfde perceel zijn de volgende cumulaties verboden:

1° de cumulatie van verbintenissen voor de maatregelen nr. 2 “natuurweiden” en nr. 4 “weide met een hoge biologische waarde”;

2° de cumulatie van verbintenissen voor de maatregelen nr. 7 “met gras bezaaide perceelsranden” en nr. 12 “percelen met nog staande graangewassen”;

3° de cumulatie van verbintenissen voor submaatregelen van maatregel nr. 13 “voederautonomie”.

Art. 14. De gecumuleerde oppervlakte bouwland van een bedrijf waarvoor de maatregelen nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden”, nr. 7 “ingerichte perceelstroken” en nr. 12 “percelen met nog staande graangewassen” worden toegepast, mag niet meer dan 25% van de totale oppervlakte bouwland van het bedrijf zoals bepaald door het betaalorgaan in de verzamelaanvraag die de landbouwer indient voor het jaar waarin hij de eerste aanvraag tot betaling van de betrokken steun indient, of voor het jaar waarin hij een nieuwe aanvraag tot het aangaan van een verbintenis indient of een aanvraag tot verlenging van een verbintenis voor de betrokken maatregelen.

Art. 15. De cumulatie van twee verbintenissen betreffende dezelfde agromilieu- en klimaatmaatregel of dezelfde submaatregel is verboden.

Art. 16. In het kader van dit besluit wordt geen steun verleend voor ecologische compensatiearealen.

HOOFDSTUK 6. — *Steunaanvraag en betalingsaanvraag*

Art. 17. § 1. De steunaanvraag en de jaarlijkse betalingsaanvragen worden ingediend door middel van het verzamelaanvraagformulier bedoeld in de artikelen 3, 4 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

De steunaanvraag is ontvankelijk wanneer zij voldoet aan de vereisten van artikel 11, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Op straffe van onontvankelijkheid voegt een landbouwer die zich ertoe verbindt een gerichte maatregel uit te voeren, bij zijn steunaanvraag het overeenkomstig artikel 5 verkregen deskundigenadvies.

§ 2. De wijziging van de steun- of betalingsaanvraag gebeurt overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

HOOFDSTUK 7. — *Berekening van de steun*

Art. 18. § 1. Het krachtens dit besluit aan een landbouwer toegekende steunbedrag wordt berekend op basis van de oppervlakte landbouwarealen of het aantal dieren waarvoor de landbouwer in de steunaanvraag een verbintenis is aangegaan en die door de Commissie is vastgesteld.

De Minister bepaalt op welke soorten landbouwarealen het steunbedrag wordt berekend.

§ 2. Onverminderd artikel 22 leidt een vergroting van de oppervlakte van het bedrijf of van het aantal dieren op het bedrijf niet automatisch tot een verhoging van het steunbedrag.

HOOFDSTUK 8. — *Betalingen*

Art. 19. § 1. De krachtens dit besluit toegekende steun wordt in jaarlijkse schijven over een periode van vijf jaar betaald. De periode waarop een jaarlijkse schijf betrekking heeft, loopt van 1 januari tot en met 31 december van het jaar waarop zij betrekking heeft.

Elke jaarlijkse schijf wordt betaald aan een landbouwer die overeenkomstig artikel 17 een aanvraag voor een jaarbetaling heeft ingediend en die gedurende de gehele door de betrokken jaarlijkse schijf bestreken periode de aan zijn verbintenis verbonden voorwaarden in acht neemt.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen van de verbintenis**Afdeling 1. — Overdracht van bedrijven of landbouwarealen*

Art. 20. § 1. In afwijking van artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 vindt de overdracht van een volledig onder een verbintenis vallend bedrijf plaats tussen de overnemer en de overdragende landbouwer via het door de administratie ter beschikking gestelde geïnformatiseerde loket voor interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid of schriftelijk door middel van een document met een vaste datum overeenkomstig artikel D.15 van het Waalse landbouwwetboek.

Het eerste lid is van toepassing in geval van overdracht van percelen waarvoor een verbintenis is aangegaan.

§ 2. In het in § 1 bedoelde geval kan de overnemer de verbintenissen voor de resterende verbintenisperiode geheel of gedeeltelijk voortzetten onder de in dit artikel vastgestelde voorwaarden.

Het betaalorgaan wordt van de overdracht en, in voorkomend geval, van de overname van de verbintenissen in kennis gesteld uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag als bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de overname van de verbintenissen geacht plaats te vinden op 1 januari van het jaar van de kennisgeving van de overdracht van het bedrijf of de percelen.

§ 3. Landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor maatregel 14 "bodems" is aangegaan, kunnen slechts worden overgenomen in geval van volledige overdracht van het bedrijf.

§ 4. In geval van overname van de verbintenis treedt de overnemer vanaf de in § 2, derde lid, bedoelde datum in de plaats van de overdrager voor de rechten en verplichtingen die aan de verbintenis verbonden zijn.

Mits de verbintenis in de betrokken periode is nagekomen, ontvangt de overdrager de steun voor de periode vóór de in § 2, derde lid, bedoelde datum en de overnemer de steun voor de periode na die datum.

Indien de verbintenis na de overname ervan wordt beëindigd, betaalt de overnemer alle steun terug die hem voor de betrokken verbintenis is betaald. De overdrager behoeft de in het kader van de verbintenis ontvangen steun niet terug te betalen.

§ 5. De naleving van de voorschriften van een overgenomen verbintenis wordt gecontroleerd zonder rekening te houden met de verbintenissen die de overnemende landbouwer reeds vóór de overdracht is aangegaan.

Afdeling 2. — Omzetting van de verbintenis

Art. 21. § 1. De omzetting van een lopende verbintenis in een verbintenis tot uitvoering van een andere maatregel wordt door het betaalorgaan toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° de omzettaansaanvraag wordt ingediend door middel van een nieuwe steunaanvraag overeenkomstig artikel 17;

2° de aanvraag bestaat uit één van de omzettingen bedoeld in paragraaf 2;

3° de subsidiabiliteitsvoorwaarden van de nieuwe verbintenis zijn vervuld;

4° indien de nieuwe verbintenis een gerichte maatregel betreft, wordt bij de omzettaansaanvraag een deskundigenadvies overeenkomstig artikel 5 gevoegd.

Indien de omzetting wordt aanvaard, gaat een nieuwe verbintenis voor vijf jaar in op 1 januari van het jaar waarin de omzettaansaanvraag wordt ingediend, ongeacht de duur van de oorspronkelijke verbintenis.

Terugbetaling van de reeds in het kader van de oorspronkelijke verbintenis ontvangen betalingen is niet vereist.

§ 2. De toegestane omzettingen zijn de volgende:

1° de omzetting van een verbintenis voor één of meerdere maatregelen, met uitzondering van maatregel nr. 14 "bodems", in een verbintenis voor maatregel nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw";

2° de omzetting van een verbintenis voor maatregel nr. 2 "natuurweiden" in een verbintenis voor maatregel nr. 4 "weiden met een hoge biologische waarde";

3° de omzetting van een verbintenis voor maatregel nr. 5 "met gras bezaaide perceelranden" in een verbintenis voor maatregel nr. 7 "ingerichte perceelstroken";

4° de omzetting van een verbintenis voor een submaatregel van maatregel nr. 13 "voederautonomie" in een verbintenis voor een andere submaatregel, gekenmerkt door een lagere veebezetting.

Afdeling 3. — Uitbreiding van de verbintenis

Art. 22. § 1. Met uitzondering van maatregel nr. 14 "bodems" wordt de uitbreiding van een lopende verbintenis tot extra landbouwarealen of dieren toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° de uitbreiding dient de milieudoelstelling van de verbintenis;

2° de uitbreiding betreft een oppervlakte of een aantal dieren gelijk aan of kleiner dan 50% van dat van de oorspronkelijke verbintenis;

3° het verzoek tot uitbreiding wordt ingediend door middel van een betalingsaanvraag overeenkomstig artikel 17;

4° indien de uitbreiding betrekking heeft op een verbintenis voor een gerichte maatregel, wordt bij de aanvraag tot uitbreiding een aangepast deskundigenadvies overeenkomstig artikel 5 gevoegd.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, is een oppervlakte of aantal dieren gelijk aan of minder dan 50% van dat waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, indien de oppervlakte of het aantal dieren waarop de aanvraag tot uitbreiding betrekking heeft, vermeerderd met de landbouwarealen of dieren waarvoor eerder in dezelfde verbintenisperiode een aanvraag tot uitbreiding is ingediend, gelijk is aan of minder dan 50% van dat waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, heeft de aanvraag tot uitbreiding van een verbintenis voor maatregel nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" betrekking op een oppervlakte van meer dan 20% en minder dan 50% van die van de oorspronkelijke verbintenis.

Voor de toepassing van lid 1 is een oppervlakte meer dan 20% en minder dan 50% van de oppervlakte waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, wanneer de oppervlakte waarvoor de uitbreiding wordt aangevraagd, vermeerderd met de landbouwarealen waarvoor eerder in dezelfde verbintenisperiode een uitbreidingsaanvraag is ingediend, meer dan 20% en minder dan 50% van de oppervlakte van de oorspronkelijke verbintenis bedraagt.

§ 3. Indien de uitbreiding wordt aanvaard, gaat deze in op 1 januari van het jaar waarin de aanvraag tot verlenging is ingediend. De landbouwer komt de verlengde verbintenis na voor de resterende looptijd van de oorspronkelijke verbintenis.

Afdeling 4. — Vervanging van de verbintenis

Art. 23. Met uitzondering van de verbintenissen voor de maatregelen nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" en nr. 14 "bodems" wordt de vervanging van een lopende verbintenis door een nieuwe verbintenis toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° alle landbouwarealen en dieren waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, vallen onder de nieuwe verbintenis;

2° de nieuwe verbintenis heeft betrekking op een oppervlakte of een aantal dieren dat 50% groter is dan dat van de oorspronkelijke verbintenis;

3° de nieuwe verbintenis betreft een maatregel die identiek is aan de maatregel waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft;

4° de vervangingsaanvraag wordt ingediend door middel van een nieuwe steunaanvraag overeenkomstig artikel 17;

5° indien de vervanging betrekking heeft op een verbintenis voor een gerichte maatregel, wordt bij de vervangingsaanvraag een deskundigenadvies overeenkomstig artikel 5 gevoegd dat betrekking heeft op de percelen waarvoor de vervanging wordt aangevraagd;

6° de subsidiabiliteitsvoorwaarden van de nieuwe verbintenis zijn vervuld.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, is een oppervlakte of het aantal dieren 50% groter dan dat waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, indien de oppervlakte of het aantal dieren waarop de vervangingsaanvraag betrekking heeft, vermeerderd met de landbouwarealen of dieren waarvoor eerder in dezelfde verbintenisperiode een aanvraag tot uitbreiding is ingediend, 50% groter is dan dat van de oorspronkelijke verbintenis.

Indien de vervanging wordt aanvaard, gaat een nieuwe verbintenis voor vijf jaar in op 1 januari van het jaar waarin de vervangingsaanvraag wordt ingediend, ongeacht de duur van de oorspronkelijke verbintenis.

Terugbetaling van de reeds in het kader van de oorspronkelijke verbintenis ontvangen betalingen is niet vereist.

Afdeling 5. — Herziening van de verbintenis

Art. 24. § 1. Overeenkomstig artikel 70, § 7, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 herziet de Minister bij een wijziging van de basislijn van een agromilieu- en klimaatveranderingsmaatregel of van de eisen van een ecoregeling de specificatie of het steunbedrag voor de betrokken maatregel.

§ 2. Overeenkomstig artikel 70, § 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 herziet de Minister, indien een verbintenis zich uitstrekt tot na de periode waarop het strategisch GLB-planbetrekking heeft, de specificatie of het steunbedrag voor de betrokken maatregel om deze aan te passen aan het rechtskader voor de volgende periode.

De herziening wordt van kracht op de eerste dag van de volgende periode.

§ 3. Indien een herziening in werking treedt vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, wordt zij geacht in werking te treden op 1 januari van het betrokken jaar. Indien de herziening in werking treedt na de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, treedt zij in werking op 1 januari van het volgende jaar.

§ 4. Indien de herziening door de landbouwer niet wordt aanvaard, eindigt de verbintenis. Reeds ontvangen betalingen in het kader van de betrokken verbintenis hoeven niet te worden terugbetaald.

§ 5. Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers onverwijld in kennis van de toepassing van de paragrafen 1 en 2.

Afdeling 6. — Aanpassing van de verbintenis

Art. 25. In naar behoren gemotiveerde gevallen kan de Minister, rekening houdend met de agromilieu- en klimaatdoelstellingen van de maatregel, de verbintenissen tijdens de uitvoering aanpassen door de specificatie of het steunbedrag voor de maatregel waarop de verbintenissen betrekking hebben, te wijzigen.

Indien een aanpassing in werking treedt vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, wordt zij geacht in werking te treden op 1 januari van het betrokken jaar. Indien de herziening in werking treedt na de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, treedt zij in werking op 1 januari van het volgende jaar.

De landbouwer houdt zich aan de aangepaste verbintenis voor de resterende looptijd van de oorspronkelijke verbintenis.

Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers onverwijld in kennis van de toepassing van het eerste lid.

Afdeling 7. — Landinrichting en openbare interventies

Art. 26. De begunstigde die een verbintenis geheel of gedeeltelijk niet meer kan nakomen omdat zijn bedrijf of een deel ervan het voorwerp uitmaakt van een landinrichting of een andere soortgelijke openbare interventie, stelt het betaalorgaan daarvan schriftelijk in kennis vóór de datum van ingebruikneming.

Het betaalorgaan past de verbintenis aan in het licht van wijzigingen in het bedrijf, zo nodig in overleg met de deskundige, wanneer de verbintenis betrekking heeft op een gerichte maatregel.

Indien de aanpassing onmogelijk blijkt, wordt de verbintenis beëindigd. De reeds ontvangen betalingen worden terugbetaald, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de jaarlijkse schijven gedurende welke de verbintenis van kracht was.

Het betaalorgaan stelt de landbouwer in kennis van de wijze van aanpassing of, in voorkomend geval, van de beëindiging van de verbintenis.

HOOFDSTUK 10. — *Overgangs- en slotbepalingen***Art. 27.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 2 februari 2017, 21 december 2017 en 4 maart 2021;

1° het ministerieel besluit van 3 september 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2018 en bij de ministeriële besluiten van 2 februari 2017, 22 maart 2018 en 6 maart 2019.

In afwijking van lid 1 blijven tot 31 december 2024 de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun en de uitvoeringsbesluiten ervan van toepassing op de verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor de methoden nr. 1 "vermazingselementen" en nr. 3 "overstroombare weiden", met uitzondering van artikel 21, § 2, van genoemd besluit.

Er wordt geen betaling toegekend in het kader van methode nr. 1 "vermazingselementen" als bedoeld in artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun voor de jaarlijkse schijven die overeenstemmen met de jaren 2023 of 2024 indien de landbouwer zich in datzelfde jaar verbindt tot de ecoregeling "ecologische vermazing" overeenkomstig artikel 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de ecoregelingen.

Art. 28. § 1. Dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn van toepassing op verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor de volgende methoden in toepassing van het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun:

1° methode nr. 2 "natuurweiden";

2° methode 4 : weide met een hoge biologische waarde;

3° methode nr.5 "met gras bezaaide perceelsranden";

4° methode nr. 7 "ingerichte perceelstroken";

5° methode nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw";

6° maatregel nr. 11 "bedreigde plaatselijke rassen".

De verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor methode nr. 8 "ingerichte stroken" als bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, worden voortgezet onder de voorwaarden met betrekking tot maatregel nr. 7 "ingerichte perceelstroken" als voorgeschreven door dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. De Minister kan de omstandigheden bepalen waarin de regels van dit besluit of zijn uitvoeringsbesluiten niet van toepassing zijn op verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor de volgende methoden in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun.

Art. 29. Landbouwers die zich vóór 1 januari 2023 hebben verbonden tot de methoden nr. 6 "milieuvriendelijke gewassen" of nr. 9 "voederautonomie" als bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, hebben de keuze hun verbintenis voort te zetten of deze op 31 december 2022 te beëindigen. Indien zij ervoor kiezen de verbintenis voort te zetten, zijn de voorschriften met betrekking tot respectievelijk de maatregelen nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" en nr. 13 "voederautonomie" van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan van toepassing.

De onder lid 1 vallende landbouwers stellen het betaalorgaan via het verzamelaanvraagformulier in kennis van hun keuze.

Art. 30. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42314]

**23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 2°, et D.251 ;